

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACHETEUR

Ministère des Armées et des Anciens combattants
Service d'Infrastructure de la Défense Atlantique

OBJET DU MARCHE

Consultation n°7095

BAN Lann Bihoué – Démantèlement de cuves à hydrocarbures et
traitement de terres polluées aux hydrocarbures

Liste des abréviations

Abréviations	Signification
AAPC	Avis d'Appel Public à la Concurrence
BOAMP	Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
BPU	Bordereau des Prix Unitaires
CCAG TRAVAUX	Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCP	Code de la commande publique
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CPV	Common Procurement Vocabulary : vocabulaire commun pour les marchés publics
DE	Détail Estimatif
DPF	Décomposition des Prix forfaitaires
EPF	État des Prix Forfaitaires
MINARM	Ministère des Armées
PLACE	Plate-forme des Achats de l'État
RC	Règlement de consultation
SID	Service d'Infrastructure de la Défense

Sommaire

LISTES DES ABREVIATIONS.....	2
1. DESCRIPTION DE LA CONSULTATION.....	6
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	6
1.2. OBJET DU PRESENT REGLEMENT DE LA CONSULTATION	6
1.3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
2. CONDITION DE LA CONSULTATION	7
2.1. PROCEDURE RETENUE	7
2.2. CATEGORIE DE MARCHE	7
2.3. ALLOTISSEMENT	7
2.4. CODE CPV	7
2.5. FORME DU MARCHE	7
2.6. DATE D'ETABLISSEMENT, TYPE ET FORME DU PRIX.....	7
2.7. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	7
2.8. PRIME.....	7
2.9. PROTECTION DU SECRET.....	7
2.10. DELAI/DUREE D'EXECUTION DU MARCHE	8
2.11. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
2.12. CONDITIONS CONTRACTUELLES	8
2.13. CCAG.....	8
2.14. VARIANTES.....	8
2.15. GROUPEMENT (COTRAITANCE)	8
2.16. SOUS-TRAITANCE	8
2.17. ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE.....	9
2.18. CLAUSE SOCIALE DU MILITAIRE BLESSE	9
2.19. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	9
2.20. CERTIFICAT D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE).....	9
3. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	10
3.1. VISITE DES LIEUX	10
4. MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
4.1. RECEVABILITE ADMINISTRATIVE	11
4.2. APPRECIATION DES CANDIDATURES.....	11
4.3. APPRECIATION DES OFFRES.....	11
4.3.1. CONTROLE DE REGULARITE DES OFFRES	11
4.3.2. RAPPEL DES CRITERES ELIMINATOIRES	11
4.3.3. PRECISIONS SUR LES OFFRES IRRÉGULIÈRES	12
4.3.4. CHIFFRAGE A PRIX ZERO	12
4.3.5. TRAITEMENT DES OFFRES IRRÉGULIÈRES, INACCEPTABLES ET INAPPROPRIÉES	12
4.3.6. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES - PONDERATION	12
4.3.7. METHODOLOGIE D'ATTRIBUTION DES NOTES	12
4.4. RECTIFICATION DE LA DECOMPOSITION DES PRIX.....	13
4.5. CLASSEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE.....	14
4.6. MISE AU POINT	14
5. CONTENU DES PLIS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	15
5.1. DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	15
5.1.1. <i>Candidature simplifiée</i>	15
5.1.1.1. 5.1.2 CANDIDATURE SOUS FORME DE DUME.....	15
5.1.1.2. <i>Documents justificatifs et autres moyens de preuve</i>	15
5.1.1.3. <i>Autres moyens de preuve</i>	16
5.2. DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE	16
5.2.1. PROJET DE MARCHE	16
5.2.2. AUTRES PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE	16
6. MODALITES DE REMISE DES PLIS.....	18
6.1. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES	18
6.2. ECHANGES DURANT LA PROCEDURE.....	18

6.3. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	18
6.4. MODALITES DE REMISE DES PLIS.....	18
6.5. TRANSMISSION ET ECHANGES DE DOCUMENTS PENDANT LA CONSULTATION.....	18
6.5.1. <i>Plis électroniques</i>	18
6.5.2. <i>Copie de sauvegarde</i>	19
6.6. ANTIVIRUS.....	20
7.ANNEXES.....	21
ANNEXES	20

LISTE DES ABBREVIATIONS

Abréviations	Signification
AAPC	Avis d'Appel Public à la Concurrence
BOAMP	Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
BPU	Bordereau des Prix Unitaires
CCAG TRAVAUX	Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCP	Code de la commande publique
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CPV	Common Procurement Vocabulary : vocabulaire commun pour les marchés publics
DE	Détail Estimatif
DPF	Décomposition des Prix forfaitaires
EPF	État des Prix Forfaitaires
MINARM	Ministère des Armées
PLACE	PLate-forme des AChats de l'État
RC	Règlement de consultation
SID	Service d'Infrastructure de la Défense

1. DESCRIPTION DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet le **démantèlement de cuves à hydrocarbures et le traitement de terres polluées aux hydrocarbures sur le site de la Base Aéronautique Navale de Lann-Bihoué.**

1.2. Objet du présent règlement de la consultation

Le présent document définit :

- les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- la présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- les modalités de remise des plis ;
- les hypothèses à prendre en compte pour l'établissement des offres ;
- les critères qui seront utilisés pour l'évaluation des offres.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement.

1.3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué :

- du présent Règlement de la Consultation et ses annexes ;
- de l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Ces documents sont la propriété de l'État. Les informations communiquées par le pouvoir adjudicateur ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la procédure de passation du marché.

2. CONDITION DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure retenue

La procédure retenue pour la présente consultation est la **procédure adaptée ouverte** consacrée par les [articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique](#).

Le présent marché a fait l'objet d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) publié :

- au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP),
- Sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse :

www.marches-publics.gouv.fr

2.2. Catégorie de marché

Le présent marché est un marché de Travaux.

2.3. Allotissement

Les travaux font l'objet d'un marché unique. Le non-allotissement est justifié par l'absence de prestations distinctes.

2.4. Code CPV

Code CPV	45111300-1 – Travaux de démantèlement
----------	---------------------------------------

2.5. Forme du marché

Le marché est un marché ordinaire.

2.6. Date d'établissement, type et forme du prix

La date d'établissement, le type et la forme des prix sont définis dans le CCAP.

2.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité de l'offre du candidat est fixé à **cent quatre-vingt (180)** jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales ou intermédiaires. En ce cas, c'est la date limite de remise de ces dernières qui sera prise en compte.

2.8. Prime

Le candidat consulté, ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, y compris pour la remise de son offre.

2.9. Protection du secret

Conformément aux dispositions de [l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300](#) sur la protection du secret de la défense nationale, le marché est qualifié de **contrat non protégé (NP)**.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions de l'article "Protection du secret" du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

2.10.Délai/durée d'exécution du marché

Les délais de d'exécution sont définis dans l'Acte d'Engagement.

2.11.Lieu d'exécution des prestations

Les prestations se dérouleront sur l'ensemble de l'emprise de la Base d'Aéronautique Navale de Lann Bihoué (56).

2.12.Conditions contractuelles

Les conditions contractuelles applicables au marché et les clauses juridiques sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) cité au [paragraphe 1.3 du présent Règlement de la Consultation](#).

Les prestations et les fournitures du marché sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) cité au [paragraphe 1.3 du présent Règlement de la Consultation](#).

2.13.CCAG

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable pour l'exécution du marché est le [CCAG Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021](#).

2.14.Variantes

Les variantes sont interdites.

2.15.Groupement (Cotraitance)

Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement, celui-ci pourra être solidaire ou conjoint avec solidarité du mandataire.

Le candidat ne pourra pas se présenter en qualité de mandataire d'un groupement et de membre d'un autre groupement ou de candidat individuel.

Conformément à l'[article R. 2142-26 du code de la commande publique](#), les candidats ont la possibilité de modifier la composition des groupements entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. L'acheteur peut autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
- cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

Toute modification du groupement devra :

- être adressée au RPA via la plateforme PLACE ;
- être acceptée par le RPA après examen.

2.16.Sous-traitance

Dès lors que le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer en complétant le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance). Tout sous-traitant est soumis à l'acceptation de l'acheteur qui peut rejeter une demande de sous-traitance dans les cas prévus aux [articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique](#).

Dans tous les cas, le sous-traitant devra fournir la déclaration prévue aux articles [R.2193-1 à R.2193-8 du Code de la commande publique](#) (ou en signant le DC4, rubrique k).

Il est rappelé que pour toute sous-traitance dont le montant est égal ou supérieur à 10% du montant total du marché, le sous-traitant sera admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par la personne publique.

2.17.Action d'insertion professionnelle

Sans objet.

2.18. Clause sociale du militaire blessé

Pour promouvoir la reconversion des militaires blessés, l'acheteur a décidé de faire application des dispositions de [l'article L.2112-2 du code de la commande publique](#), en incluant dans le CCAP de la présente consultation, une **clause sociale obligatoire**, constitutive d'une condition d'exécution.

Pour l'exécution de cette clause, l'entreprise titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage d'un ou de plusieurs militaires blessés, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois, en accord avec Défense mobilité et l'acheteur (flyer de défense mobilité en [annexe 3 du présent RC](#)). S'ils le souhaitent, les titulaires peuvent dépasser cette durée..

2.19.Clauses environnementales

En application de [l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique](#), la présente consultation comporte des clauses environnementales au niveau des conditions d'exécution du marché. La mise en oeuvre des clauses environnementales dans le cadre du présent marché est définie à [l'article 11.2 du CCAP](#).

2.20.Certificat d'économie d'énergie (CEE)

Sans objet.

3. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

3.1. Visite des lieux

La visite des lieux est obligatoire.

L'attention du candidat est attirée sur l'obligation qui lui est faite de fournir à l'appui de son offre un certificat de visite des lieux dûment signé par le représentant du conducteur d'opération.

La fourniture du certificat de visite, joint en [annexe 2](#), conditionnera la recevabilité de l'offre.

Le créneau des visites débutera à compter de la date de réception du Dossier de Consultation des Entreprises par le soumissionnaire sur la PLACE, la date de l'accusé de réception faisant foi, et se terminera dix (10) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Afin de planifier et d'organiser les visites, le candidat formulera sa demande de visite par mail à l'adresse fonctionnelle suivante : sid-atlantique-sd-mp-usid-lrt.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr en indiquant comme objet :

« Demande de RDV pour visite des installations – Consultation n° 7095 BAN Lann Bihoué – Démantèlement de cuves à hydrocarbures et traitement des terres polluées aux hydrocarbures ».

La demande doit être réalisée sous un délai minimal de 10 jours ouvrés avant la visite.

Les visites sont limitées à 5 personnes.

Les candidats devront constituer leur demande d'accès en communiquant les documents suivants :

- Le numéro et l'objet de la consultation,
- La copie de la pièce d'identité en cours de validité des personnes devant accéder au site,
- L'adresse personnelle des personnes devant accéder au site.

Il est précisé :

- que les prises de vue sur le site sont interdites,
- qu'aucune réponse d'ordre technique ne sera apportée directement aux questions posées à l'occasion de ces visites.

Seules les questions écrites et adressées via la PLACE donneront lieu à des réponses de la part de l'acheteur. Ces réponses écrites seront communiquées à l'ensemble des candidats, lorsque nécessaire, dans le respect de l'égalité de traitement des candidats et en conformité avec les règles relatives à la protection du secret des affaires.

3.2. Conditions générales de déroulement de la procédure de consultation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats.

Conformément à l'[article R2123-5 du Code de la commande publique](#), l'acheteur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

4. MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1. Recevabilité administrative

L'acheteur fera procéder à l'ouverture des plis.

Les plis :

- parvenant après la date et l'heure limites fixées dans la lettre de consultation (heure de fin de dépôt du pli faisant foi), éventuellement reportée,
- ou non rédigés en langue française ou non accompagnés d'une traduction en français,
- sans certificat de visite,

seront rejetées sans jugement sur le fond et retournées au candidat concerné. Les candidats concernés seront informés de la décision et du/des motifs du rejet par courrier.

4.2. Appréciation des candidatures

Conformément à l'article R. 2161-4, l'acheteur se réserve la possibilité d'analyser les offres des soumissionnaires avant leur candidature.

Les candidatures seront appréciées sur la base des renseignements et documents demandés, en tenant compte de la situation juridique des opérateurs économiques ainsi que leurs garanties et capacités techniques et financières.

Lors de l'analyse des candidatures, seront éliminés :

- Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés, dûment complétés et signés ;
- Les candidats ne présentant pas les compétences techniques nécessaires ;
- Les candidats qui n'auraient pas les capacités professionnelles et financières suffisantes.

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient également prises en compte celles d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, il devra justifier des capacités de ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

Toutefois, en application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de demander des compléments au dossier de candidature. Les compléments devront être fournis dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de la demande. Après vérification de la complétude des dossiers de candidature et de leur analyse, l'acheteur sélectionnera les candidatures retenues.

Les candidatures ne présentant pas les garanties et capacités juridiques, techniques et financières seront rejetées.

4.3. Appréciation des offres

Les dispositions du chapitre 2 du titre 5 du livre 3 de la 2ème partie du Code de la commande publique, intitulé « Examen des offres » s'appliquent.

4.3.1. Contrôle de régularité des offres

Toute offre remise par le titulaire est soumise au contrôle de régularité de l'acheteur.

4.3.2. Rappel des critères éliminatoires

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elle est incomplète, ou qu'elle méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

4.3.3. Précisions sur les offres irrégulières

Seront considérées comme irrégulières :

- les offres ne comprenant pas l'ensemble des documents identifiés au [paragraphe 5](#) ci-dessous ;
- les offres ne comprenant pas l'ensemble des documents identifiés dans le courrier de négociation ;
- les offres qui ne seraient pas chiffrées dans tous leurs éléments ;
- les offres ne répondant pas à la totalité des exigences du cahier des charges.

4.3.4. Chiffrage à prix zéro

Si le soumissionnaire souhaite proposer une prestation au prix de zéro euro, il doit l'indiquer clairement dans son offre. En conséquence, il doit renseigner la mention « 0€ » dans les documents financiers exigés et préciser dans le mémoire technique les motifs de ce montant.

Toute autre mention équivalente à 0 (« sans objet » ou un trait) entraîne l'irrégularité de l'offre.

4.3.5. Traitement des offres irrégulières, inacceptables et inappropriées

Conformément à l'[article R. 2152-1 du Code de la commande publique](#) :

- les offres inappropriées sont éliminées avant démarrage de la négociation.
- les offres inacceptables et irrégulières peuvent être régularisées au cours de la négociation, sur demande de l'acheteur, à condition qu'elles soient régularisables.
- Les offres qui demeurent inacceptables ou irrégulières sont éliminées à l'issue des négociations.

Conformément à l'[article R. 2152-1 du Code de la commande publique](#), les offres irrégulières peuvent être régularisées sans négociation, sur demande de l'acheteur, à condition qu'elles soient régularisables et qu'elles n'entraînent pas la modification de caractéristiques substantielles de l'offre.

4.3.6. Critères de sélection des offres - Pondération

Les offres qui n'auront pas été éliminées au sens de l'article ci-dessus seront évaluées en fonction des critères énoncés ci-dessous :

Libellé	Valeur en %
Critère n° 1 : Prix	60 %
Critère n°2 : Valeur technique	40 %

⇒ **Critère du prix** :

Il est précisé que le critère prix est apprécié sur la base du montant de l'EPF/BPU/DE joint en [annexe 2 de l'Acte d'Engagement](#).

⇒ **Critère valeur technique de l'offre** :

Il est précisé que le critère valeur technique est apprécié selon les critères énoncés au [paragraphe B de l'article 4.2.7 du présent document](#) en tenant compte du mémoire technique fourni par le candidat.

4.3.7. Méthodologie d'attribution des notes

A- L'évaluation du critère « Prix » se fera par la méthode suivante :

Pour le classement, la note sera établie suivant la formule ci-dessous :

$\text{Note Prix} = (\text{Prix le plus bas} / \text{Prix de l'offre examinée}) \times 60$
--

B- L'évaluation du critère « Valeur technique » se fera par la méthode suivante :

1- Evaluation de la valeur technique de l'offre

La valeur technique du soumissionnaire sera appréciée selon un nombre de points attribués, avec un maximum de 100 points, à partir du document suivant : un mémoire technique bâti sur des éléments propres aux soumissionnaires et détaillés conformément aux chapitres indiqués dans le tableau ci-dessous.

Le mémoire technique sera scindé en 3 chapitres :

Chapitre du Mémoire Technique	Répartition des points	
Chapitre 1 : Moyens humains		
Description et répartition des responsabilités au sein de l'entreprise pour l'encadrement et la réalisation des travaux	10	30
Qualifications, compétences et expériences des personnels dédiés aux travaux	20	
Chapitre 2 : Moyens techniques		
Méthodologie et moyens mis en œuvre pour réaliser les travaux et notamment le démantèlement des cuves	20	40
Méthodologie mise en œuvre pour assurer la gestion des déchets et des terres polluées (transmission d'un exemple de SOGED)	20	
Chapitre 3 : Mise en œuvre des mesures de sécurité du travail		
Qualité technique des procédures et des mesures prévues pour assurer la protection et la sécurité des personnels en milieu ATEX	30	
Nombres de points total	100	

2- Attribution de la note

Pour le classement, la note sera établie suivant la formule ci-dessous :

$$\text{Note Valeur technique} = (\text{Nombre de points de l'offre technique évaluée} / \text{Nombre de points de l'offre technique la meilleure}) \times 40$$

C- Attribution de la note finale :

Pour le classement, la note sera établie suivant la formule ci-dessous :

$$\text{Note finale} = \text{Note Prix} + \text{Note Valeur technique}$$

4.4. Rectification de la décomposition des prix

En cas de contradiction dans l'offre d'un soumissionnaire :

- les indications de prix portés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) prévaudront sur toutes autres indications de prix figurant dans l'offre,

- les erreurs de report, de multiplication ou d'addition contenues dans le BPU seront rectifiées.
- c'est le montant du BPU ainsi corrigé qui sera pris en considération lors du classement des offres.

4.5. Classement des offres et attribution du marché

Le soumissionnaire dont l'offre arrivera en première position se verra attribuer le marché, sous réserve qu'il transmette, dans les délais impartis par la personne publique, les pièces demandées aux articles R. 2143-5 à R. 2143-15 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du [Code de la commande publique](#).

S'il ne satisfait pas à la présente obligation, l'acheteur écartera définitivement l'offre de ce candidat qui sera éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée en deuxième position sera sollicité par l'acheteur. Ce candidat sera soumis à la même obligation de produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

L'acheteur notifie à tous les autres candidats le rejet de leur offre, par le biais de la messagerie de la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).

4.6. Mise au point

Le candidat retenu peut aussi éventuellement être invité dans le cadre d'une mise au point à corriger des erreurs ou des anomalies évidentes quant à l'offre retenue ou quant aux composantes du marché. Les modifications apportées ne peuvent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre retenue ni le classement des offres.

La mise au point pourra être effectuée par le biais d'un formulaire OUV11 signé par l'attributaire et l'acheteur public et constitue une annexe à l'Acte d'Engagement.

5. CONTENU DES PLIS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le pli contient tous les documents et renseignements demandés au titre de l'offre. Ce pli devra être transmis par voie électronique sur la PLate-forme des AChats de l'Etat depuis www.marches-publics.gouv.fr

L'ensemble des documents devra être impérativement rédigé en langue française. Si certains documents ne pouvaient être transmis en langue française, il est demandé qu'ils soient accompagnés d'une traduction en français.

5.1. Documents relatifs à la candidature

Le dossier de candidature devra comporter tous les renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures.

Seuls les candidats ayant fourni l'intégralité des renseignements et documents demandés ci-dessous seront retenus.

En tout état de cause, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

5.1.1 Candidature simplifiée

Les candidats éligibles peuvent déposer une candidature simplifiée. Les candidats éligibles ne souhaitant pas déposer de candidature simplifiée, qui se présentent en groupement d'opérateurs économiques, ceux qui ne disposent pas d'un numéro SIRET et les sociétés de nationalité étrangère ne disposant pas de SIRET, doivent respecter les exigences de la candidature hors déclaration simplifiée. En tout état de cause, une même personne ne peut présenter plus d'un candidat pour un même marché.

5.1.1. 5.1.2 Candidature sous forme de DUME

En remplacement des formulaires DC1 et DC2, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 et disponible sur <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

5.1.3 Documents justificatifs et autres moyens de preuve

Les candidats fourniront les éléments suivants ou leurs équivalents :

- ✓ Renseignements concernant la situation des opérateurs économiques :
 - DC1 (lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses cotraitants) ;
 - DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ;
 - Extrait Kbis de moins de 3 mois ;
 - Attestation de pouvoir de la personne signataire du marché et habilitée à engager la société.
- ✓ Références professionnelles et capacités techniques :
 - Habilitation ATEX ;
 - Présentation d'une liste de travaux effectués au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet du marché et notamment concernant le démantèlement des cuves et la gestion des terres polluées, en indiquant la date, le montant, le destinataire.

L'acheteur précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de services attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Le candidat qui ferait appel à un ou plusieurs sous-traitant(s), accompagnera sa candidature des déclarations de sous-traitance (Formulaire DC4).

- ✓ Fiche d'autocontrôle : Fournie en [annexe 4 \(onglet 1\) du RC](#) est à compléter.

5.1.4 Autres moyens de preuve

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs et moyens de preuve lorsque l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Ainsi, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public est dispensé de transmettre ses attestations fiscales et sociales à condition que l'acheteur puisse accéder à ces informations.

5.2. Documents relatifs à l'offre

Il est précisé qu'aucune modification ou réserve ne doit être apposée sur les documents proposés par l'administration, sous peine d'entraîner le rejet de l'offre.

Le cas échéant, les candidats formuleront leurs observations sur un document distinct sans que ces observations puissent remettre en cause les documents de la consultation. L'éventuelle acceptation de ses propositions sera prise en compte par une modification des documents de la consultation.

À l'appui de son offre, le candidat produira un dossier complet comprenant les pièces exigées ci-dessous.

5.2.1. Projet de marché

Le projet de marché comprend :

- **un Acte d'Engagement (AE)** : [cadre ci-joint à compléter](#), dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché. Cet Acte d'Engagement devra être accompagné de :

- L'Etat des Prix Forfaitaires, le Bordereau des Prix Unitaires et le Détail Estimatif (EPF/BPU/DE) : [cadre ci-joint à compléter](#), arrondi à 2 chiffres après la virgule, aux **formats PDF et EXCEL** ; à intégrer à l'AE au format PDF. Ce fichier est également à retourner au format excel.
- l'annexe pour l'action d'insertion professionnelle.
- éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (DC4). Pour les sous-traitants désignés au marché, chaque candidat devra indiquer dans l'Acte d'Engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à [l'article B4 de l'Acte d'Engagement](#).

- **le Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP)¹, cahier joint [à accepter sans aucune modification et ses annexes](#) ;
- **le Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP)¹, cahier ci-joint [à accepter sans aucune modification et ses annexes](#).

5.2.2. Autres pièces constitutives de l'offre

- **Un mémoire technique**, comprenant obligatoirement :
 - Les éléments demandés au titre de [l'article 4.2.7.B du présent règlement de consultation](#)² ;
 - Tout document complémentaire jugé utile par le soumissionnaire et permettant de préciser son offre.

Pour rappel, le mémoire technique est un document qui présente l'offre technique du soumissionnaire répondant à un ensemble des exigences des CCAP et CCTP. Les réponses devront concerner spécifiquement le présent marché et ne sauraient rester génériques ou générales. Les documents

¹ Dans l'hypothèse, ou le document ne serait pas joint à l'offre du candidat, il sera considéré que ce dernier l'a accepté. Lors de la notification, ce sont ces documents qui seront transmis au titulaire à jour de leurs éventuelles mises au point.

² Les soumissionnaires se verront attribuer la note de zéro pour les éléments manquants explicitement demandés au titre d'un sous-critère

d'ordre général ne concernant pas directement le présent marché seront consultés à titre informatif mais ne seront pas pris en compte dans la notation de la valeur technique de l'offre.

L'acheteur se réserve le droit de rendre contractuel tout ou partie du mémoire technique fourni à l'offre, conformément à [l'article 2.3 du CCAP](#).

6. MODALITES DE REMISE DES PLIS

6.1. Date limite de réception des offres

Les offres devront parvenir au SID Atlantique avant le :

Voir lettre de consultation

ATTENTION : Les plis parvenant après la date et l'heure limites seront refusés.

6.2. Echanges durant la procédure

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la ou les adresses de messagerie communiquées dans le formulaire DC1, feront fois pour la transmission de l'ensemble des documents dans le cadre de la présente procédure via le site www.marches-publics.gouv.fr

Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité de l'acheteur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utiles.

Toute question dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur des offres ou le délai de remise des plis devra parvenir à l'acheteur via PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) en repérant chaque question par un numéro d'ordre, et en précisant si nécessaire la nature du document, le chapitre, le n° de page... du texte concerné, **au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la date limite de réception des offres**. Les réponses aux questions seront adressées aux candidats en temps utile.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le candidat ne pourra s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise des candidatures et des offres.

Les questions et les réponses de la personne publique, si elles intéressent l'ensemble des soumissionnaires, seront portées à leur connaissance sous forme écrite par mise en ligne sur la PLACE. **Les candidats souhaitant être informés de ces échanges durant la consultation devront s'être identifiés sur la PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation.**

6.3. Modification de détail au dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **dix (10) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres**. Dans le cas où seule la date limite de remise des offres est modifiée, le délai précité est ramené à **trois (3) jours ouvrés**.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.

6.4. Modalités de remise des plis

Pour cette procédure, le mode de transmission électronique est imposé pour l'ensemble des phases composant la consultation (remise des candidatures, retrait du dossier de consultation, remise des offres, négociation, tous échanges de courrier...) via la PLactefome des AChats de l'Etat depuis www.marches-publics.gouv.fr.

6.5. Transmission et échanges de documents pendant la consultation

6.5.1. Plis électroniques

Les opérateurs économiques devront :

- d'une part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

- d'autre part, dans le cas où ils seraient retenus comme titulaire du marché, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique accessible sur le site [legifrance.gouv.fr](https://www.legifrance.gouv.fr) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/4/12/ECOM1800780A/jo/texte>

Le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.achats.defense.gouv.fr

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

- L'Acte d'Engagement (AE) figure de manière dissociée au sein de la réponse car la signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant l'AE. **Il doit donc être signé séparément du reste de la réponse.** Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.

Nota 1 : Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

ATTENTION : Suite au changement d'environnement PLACE, l'adresse d'envoi des messages PLACE est modifiée : il est donc impératif d'autoriser l'adresse « nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr » dans les filtres des anti-spams (au lieu de « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr »)

Nota 2 : Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique signé, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature de leurs documents se fait de manière électronique, de préférence sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE)

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 mentionné supra.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des offres doivent être choisis dans un format largement disponible: Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; **l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.**

En cas de difficultés rencontrées sur la Plateforme, des informations complémentaires figurent en [annexe 1 du présent document](#).

6.5.2. Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent adresser, sur support physique électronique (clef USB par exemple), une copie de sauvegarde. Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

Cette copie ne pourra être prise en compte que :

- lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple, les aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Les candidats sont alertés sur le fait que le site de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) fait l'objet de dysfonctionnements récurrents depuis plusieurs mois. Par conséquent, les candidats sont très fortement invités à remettre une copie de sauvegarde.

Les candidats sont informés qu'en l'absence de copie de sauvegarde et dans le cas où l'offre d'un candidat ne pourrait être ouverte, l'acheteur sera tenu de l'écarter.

Lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne sera pas utilisé. La copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature (ou l'offre) qui fait foi, au détriment du pli arrivé hors délai ou qui n'a pu être ouvert.

Le pli sera :

- soit envoyé par la poste en recommandé avec accusé de réception, à l'adresse indiquée ci-après :

SID Atlantique
Sous-Direction Achats, Execution Budgétaire et Comptabilité - BAM
BCRM de Brest – CC 16
29240 Brest Cedex 09

- soit remis contre récépissé tous les jours ouvrés en se présentant à l'adresse suivante :

SID Atlantique
Sous-Direction Achats, Exécution Budgétaire et Comptabilité - BAM
15 bis Avenue de l'école navale
29200 Brest

Le pli contiendra une enveloppe intérieure dans laquelle seront insérés l'ensemble des documents et renseignements cités au [paragraphe 4](#) ci-dessus. Cette enveloppe portera la mention suivante :

NE PAS OUVRIR
COPIE DE SAUVEGARDE

"Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis"

SID Atlantique
BCRM de Brest - CC 16
Sous-Direction Achats, Execution Budgétaire et Comptabilité / Bureau des Achats Métier
29240 Brest Cedex 09

Objet du marché :
BSTSAI7095 – BAN Lann-Bihoué : démantèlement de cuves à hydrocarbures et traitement de terres polluées aux hydrocarbures

Nom et adresse du candidat :

6.6. Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre ou de la copie de sauvegarde. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

7.ANNEXES

N° d'annexe	Intitulé de l'annexe
1	Assistance PLACE
2	Certificat de visite
3	Clause sociale du militaire blessé
4	Synthèse des documents attendus